

Célébrations sur fond d'inquiétude

Denis Tougas

Number 787, November–December 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83778ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tougas, D. (2016). Célébrations sur fond d'inquiétude. *Relations*, (787), 8–9.

CÉLÉBRATIONS SUR FOND D'INQUIÉTUDE

Le 50^e anniversaire de Développement et Paix est à fêter sans taire les défis qui attendent l'organisme.

Denis Tougas

L'auteur a été responsable des dossiers concernant l'Afrique centrale à L'Entraide missionnaire de 1990 à 2015

Les 50 ans d'existence de Développement et Paix (D&P) méritent d'être célébrés à plus d'un titre, mais l'événement devrait également permettre à ses membres, partenaires et sympathisants de raffermir l'organisation face aux problèmes auxquels elle est confrontée et aux défis qui l'attendent. Rappeler son histoire s'avère utile à cet égard.

Inspiré des valeurs évangéliques proclamées par le concile Vatican II, spécialement «l'option préférentielle pour les pauvres» toujours d'actualité, D&P s'est imposé au fil de cinq décennies de pratique de la solidarité internationale



comme un organisme dynamique aux compétences reconnues. Fondé par la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) et défini comme laïque et démocratique, l'organisme n'a eu de cesse de chercher à actualiser sa mission de «mettre de l'avant des alternatives aux structures sociales, politiques, et économiques injustes». Son fonctionnement a été assuré par la participation des membres à toutes ses instances.

L'éducation au sujet des injustices vécues dans les pays appauvris, mais aussi l'analyse des mécanismes économiques et

politiques qui les provoquent ont rapidement été intégrées à son mandat. Ce travail pédagogique a nourri l'engagement de milliers de chrétiennes et de chrétiens pour dénoncer des situations intolérables et réclamer des actions conséquentes aux autorités politiques. Un exemple: en 2013, un demi-million de cartes postales ont été acheminées au gouvernement canadien pour réclamer la création d'un poste d'ombudsman afin de superviser les activités souvent néfastes des compagnies minières canadiennes à l'étranger. Tout au long de son histoire, par de vastes mobilisations sur des enjeux de portée universelle – comme le droit à l'eau, à la terre, ou encore la fin de l'apartheid en Afrique du Sud –, D&P a été une source d'inspiration pour des milliers de catholiques et de citoyens épris de justice.

D'autre part, le partenariat avec des organisations locales a été choisi comme moyen le plus efficace et le plus conforme aux orientations de l'organisme pour soutenir les communautés dans leurs combats pour leurs droits, leur dignité, ou pour acheminer des secours d'urgence à

FATIGUÉ·E D'ENTENDRE TOUJOURS LE MÊME DISCOURS ÉCONOMIQUE ?



PERMETTEZ à un discours alternatif d'exister.



RECEVEZ chez vous **5x par année** *Fractures*, le bulletin des membres de l'IRIS.



RESTEZ à jour sur les derniers enjeux et les derniers arguments.



PARTICIPEZ chaque année au choix d'un sujet de recherche.

Soutenez l'IRIS
iris-recherche.qc.ca/librepensee

IRIS

l'occasion de catastrophes humanitaires. Cette approche a entraîné une participation croissante des partenaires à la définition des stratégies et des projets. En même temps, D&P a choisi de s'impliquer dans de nombreux réseaux partageant les mêmes objectifs de justice, le même souci de démocratie. Avec les années, cette pratique originale de la solidarité a doté l'organisme de capacités enviées ailleurs. Parmi celles-ci, celle de mobiliser l'ensemble de ses composantes dans des réflexions visant à trouver des réponses adéquates tantôt aux dérèglements tragiques du monde, tantôt aux problèmes de l'organisme.

Bien sûr, des tensions –souvent le reflet des antagonismes existant au sein de l'Église– ont aussi marqué l'histoire de D&P. Elles se sont habituellement résorbées après des débats et des ajustements des structures: la création d'un comité de liaison formel avec la CECC ou encore la présence d'évêques dans les instances dirigeantes en sont des exemples.

Mais depuis 2009 et sans discontinuer, les critiques ont fait place aux diffamations lancées par la section canadienne de la Campaign Life Coalition, par le biais de son site LifeSiteNews.com¹. Chaque accusation, même démentie par des enquêtes en bonne et due forme, a eu des conséquences graves: l'autonomie de l'organisme s'est rétrécie; son financement par certains diocèses a été soumis à des conditions particulières; des décisions unilatérales ont été annoncées sans préavis, comme l'annulation à la dernière minute de la campagne «Agissons pour la justice», en 2012, jugée politiquement trop délicate. Bref, le travail du personnel a été désavoué à plusieurs reprises et les partenaires, soupçonnés.

Cette crise est survenue alors que le gouvernement conservateur à Ottawa s'est attaqué aux organisations jugées critiques de sa politique étrangère. Comme d'autres, D&P a vu son budget amputé, l'obligeant à réduire son personnel, privant ainsi l'organisme d'une partie importante de sa mémoire institutionnelle et de son expérience de débat au sein de l'Église.

La décision de s'afficher désormais comme Caritas Canada, malgré les oppositions nombreuses à l'interne et à l'externe, apporte aussi son lot d'inquiétudes.

Cela fera-t-il prédominer l'aide humanitaire sur le soutien à la transformation sociale? D&P restera-t-il un mouvement démocratique géré par ses membres?

Si D&P souhaite perpétuer sa mission de solidarité au moment où l'aide internationale se transforme en «industrie», l'organisme peut compter sur des atouts d'importance: des membres engagés partout au pays ainsi qu'un personnel dévoué et convaincu, un réseau de sympathisants fidèles et actifs et des instances démocratiques qui ont la pratique du dialogue respectueux. ☺

1. Lire José Rosario Marroquín, «L'intransigeance de LifeSiteNews», *Relations*, n° 751, septembre 2011.

UNE DÉFAITE POUR LES PROGRESSISTES

Le Brexit entraîne une offensive néolibérale tous azimuts et une montée de la xénophobie au Royaume-Uni.

Alex Scrivener*

L'auteur est responsable des politiques de l'ONG Global Justice Now, basée à Londres

Plusieurs mois se sont écoulés depuis le référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) –le Brexit–, qui s'est tenu le 24 juin 2016. Les partisans de ce retrait l'ont emporté comme on le sait avec 51,9% des voix, contre 48,1%, ce qui a entraîné la démission du premier ministre conservateur David Cameron, remplacé depuis par Theresa May.

Certes, le ciel ne nous est pas tombé sur la tête. Du moins, pas encore. Mais pour ceux qui comme nous, tout en reconnaissant que plusieurs des politiques néolibérales de l'UE sont un réel problème, n'étaient pas favorables au Brexit, et qui regardent par-delà la situation confortable des familles bourgeoises et des politiciens qui pavoisent, l'idée que le Brexit n'est pas si menaçant commence à s'écrouler.

Dans les jours qui ont suivi le référendum, une montée de la violence raciste a été observée. Des enfants d'immigrants se sont fait dire de «retourner chez eux» par leurs camarades, des commerces polonais ont reçu des menaces et des personnes racisées ont été agressées dans la rue. On a voulu y voir le simple effet du hasard. Malheureusement, les statistiques démontrent le contraire. Le nombre de crimes haineux a, en effet, augmenté et reste plus élevé de 50% depuis le référendum –une victoire pour les xénophobes. Malgré la propagande du «*business as usual*», l'Angleterre est un endroit plus inquiétant aujourd'hui qu'avant si vous êtes immigrant ou membre d'une minorité ethnique. Le Brexit a galvanisé les éléments les plus réactionnaires de la scène politique anglaise, qui osent aujourd'hui proposer des politiques encore impensables il y a quelques mois seulement.

Le nouveau secrétaire d'État au Commerce international, Liam Fox, défenseur acharné du Brexit, défend désormais, par exemple, une position favorisant une exploitation accrue des pays du Sud. L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'UE, qui incarne ce que la Commission européenne fait de plus contraire à l'intérêt public, est vu comme le modèle pour la future en-

SYNDICALISME

Friture sur la ligne

Après des mois de négociations infructueuses avec leur employeur, des employés du restaurant Frite Alors! situé sur la rue Rachel Est, à Montréal, ont formé un syndicat affilié au Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses – Industrial Workers of the World (SITT-IWW), une organisation internationale qui cherche à renouer avec les racines du syndicalisme de combat. Les syndiqués ont ainsi réussi à obtenir des hausses de salaire pour les employés de la cuisine et la promesse de négociations futures pour les serveurs, entre autres. Le recours à l'action directe privilégié par le SITT-IWW a également donné d'autres résultats concrets: une des employés liés de près à la création du syndicat, congédiée le 31 août dernier, a été réembauchée sur-le-champ après une manifestation qui s'est transformée en occupation du restaurant, la journée même. Voir: <sitt.wordpress.com>.